

MESURES D'INCITATION POUR LES UNITÉS DE SEZ

Une zone économique spéciale (*Special Economic Zone* "SEZ") est une zone franche définie et délimitée, régie par la politique relative aux SEZ. Une SEZ est considérée comme un territoire étranger réputé, même si elle est physiquement située en Inde. Les SEZ ont été utilisées comme mesure de développement pour promouvoir les investissements étrangers en Inde, en offrant notamment des incitations fiscales, parmi d'autres.

La politique SEZ a été introduite en avril 2000 en Inde, dans le cadre de la politique d'import-export. L'objectif du régime des SEZ était d'offrir un écosystème compétitif au niveau international pour les exportations. Afin de créer un environnement économique stable pour promouvoir l'exportation et l'importation de marchandises de manière rapide, efficace et sans tracas, le gouvernement indien a promulgué la loi sur les SEZ, qui a reçu l'aval du président de l'Inde le 23 juin 2005. Le *SEZ Act* et les *SEZ Rules* de 2006 devaient donner une impulsion aux exportations et aux investissements directs étrangers ("IDE") en Inde.

Cette note résume les avantages d'une présence dans une SEZ notifiée.

Douanes

- Les unités des SEZ sont autorisées à importer ou à se procurer les biens d'équipement, les matières premières, les équipements de bureau et les autres services dont elles ont besoin, sans avoir à acquitter de droits de douane.
- Les biens achetés/importés localement peuvent être utilisés pendant la période d'agrément de 5 ans.
- Les unités situées dans les SEZ peuvent soustraire une partie de leur production par l'intermédiaire d'autres unités situées dans des DTA (*Domestic Tariff Area*), des SEZ, des unités axées sur l'exportation ou des zones franches d'exportation, sous réserve de l'approbation préalable des autorités douanières.
- Exemption d'autres droits en vertu du *Customs Act, 1962* ou du *Custom Tariff Act, 1975* ou toute autre loi actuellement en vigueur, sur les biens importés ou les services fournis dans une SEZ ou une unité de SEZ, pour effectuer les opérations autorisées par le développeur ou l'entrepreneur.

- Exemption de droits en vertu du *Customs Act, 1962* ou du *Customs Tariff Act, 1975* ou de toute autre loi actuellement en vigueur, sur les biens exportés d'une SEZ ou d'une unité de SEZ, ou sur les services fournis par une telle zone, vers un lieu situé en dehors de l'Inde.

Opérations Bancaires / Financement Externe

- Les unités des SEZ sont autorisées à contracter des emprunts externes (*External Commercial Borrowings "ECB"*) jusqu'à 500 millions d'USD par an sans aucune restriction d'échéance.
- Les unités des SEZ sont autorisées à créditer toutes leurs recettes, dans la limite de 100%, sur leur *Exchange Earner's Foreign Currency Account ("EEFC")*, à l'exception de l'acquisition de devises par achat contre des roupies indiennes auprès de tout résident en Inde autre qu'une unité d'une SEZ.
- Les unités des SEZ sont autorisées à passer par pertes et profits les factures d'exportation non réalisées. Elles sont autorisées à 'compenser' les créances à l'exportation par des paiements à l'importation, à condition que la 'compensation' concerne la même entité indienne.
- Les unités des SEZ sont en outre autorisées à introduire des recettes d'exportation sans limitation de durée.
- Les AD banques (*Authorised Dealer*) de catégorie I sont autorisées à permettre aux unités des SEZ d'effectuer des opérations de couverture sur les bourses/marchés de matières premières à l'étranger afin de couvrir leur risque lié au prix des matières premières à l'importation/exportation. Ces transactions ne sont autorisées que lorsque l'unité de la SEZ est totalement isolée des contacts financiers avec sa société mère ou sa filiale dans le pays ou au sein de SEZs, en ce qui concerne les transactions d'importation/exportation.
- Le financement bancaire sera exonéré de la surtaxe sur les taux d'intérêt pour toutes les importations bona fide, y compris les

importations de biens d'équipement.

Environnement

- Les autorisations environnementales pour les unités des SEZ relevant du Ministère de l'Environnement et des Forêts ont été simplifiées. Les réglementations et les mécanismes d'approbation actuellement dévolus au gouvernement central / des États ont été délégués aux *State Pollution Control Boards* des États concernés.
- Les unités des SEZ ont été exemptées d'audience publique dans les cas où la SEZ dans son ensemble fait l'objet d'une audience publique.

Droit du travail

- Diverses lois sur le travail, qui relèvent habituellement de la compétence de différents départements de l'État, ont été rationalisées et l'autorité unifiée chargée de fournir les approbations a été accordée au *Development Commissioner*.

Impôt sur les bénéfices

- Selon l'article 10AA de l'*Income Tax Act 1961*, les unités des SEZ peuvent bénéficier d'une déduction allant jusqu'à 100% des bénéfices à l'exportation pour les cinq premières années à compter de l'année de commencement des services, et d'une déduction de 50% des bénéfices à l'exportation pour les cinq années suivantes. Toutefois, cette possibilité est limitée et seules les unités de SEZ qui ont commencé la production au plus tard le 30 juin 2020 pourront bénéficier de cet avantage.
- Les unités de SEZ sont exemptées de l'obligation de payer l'impôt sur les plus-values sur les transferts d'actifs qui peuvent inclure le déplacement d'entreprises industrielles d'une zone urbaine vers une zone SEZ, dans quel cas cette exemption est autorisée dans l'année ou les trois années suivant le transfert.

Taxe sur les biens et services

- Les unités de SEZ sont exonérées du paiement de la taxe sur les biens et services (*Goods and*

Services Tax “GST”) sur les “fournitures à taux zéro”. L'article 16 de l'*IGST Act* de 2017 classe les fournitures imposables suivantes dans la catégorie des fournitures à taux zéro :

- ◆ Exportation de biens et/ou de services, tous les biens énumérés et définis à l'article 2(5) du *GST Act* sont exonérés.
- ◆ Fourniture de biens et/ou de services à une unité de SEZ, tous les services énumérés et définis à la section 2(5) du *GST Act* sont exonérés.
- Bien que la fourniture de biens et de services à une unité de SEZ par un fournisseur situé en dehors de la SEZ, c'est-à-dire dans la *Domestic Tariff Area (DTA)*, soit considérée comme une fourniture à taux zéro, la fourniture de biens et de services par des unités de la SEZ vers la DTA est taxée aux taux prescrits.

Divers

- Le guichet unique pour les approbations au niveau central et au niveau des États facilite les affaires.
- L'*Indian Stamp Act* de 1899 prévoit qu'aucun droit de timbre n'est exigible sur les actes signés par ou au nom ou en faveur d'une unité

de SEZ ou en rapport avec la réalisation des objectifs de la SEZ.

- Exemption des restrictions portuaires en vertu de la réglementation sur les médicaments et les cosmétiques.
- Tous les mouvements de marchandises à l'entrée ou à la sortie de la zone par l'unité sont fondés sur des auto-déclarations et aucun examen de routine de ces marchandises n'est effectué, sauf sur ordre spécifique du *Development Commissioner*.
- Les unités des SEZ sont autorisées à éliminer dans la zone de libre-échange tout déchet ou rebut, y compris toute forme de déchet ou de rebut métallique généré au cours de l'activité de fabrication ou de transformation, sans autorisation, moyennant le paiement des droits de douane applicables.
- Les employés travaillant dans *Information Technology / Information Technology Enabled Service units [IT/ITes]* sont autorisés à travailler chez eux ou en dehors de l'unité de SEZ. L'avis général est émis par le ministère du commerce - La division SEZ exige le respect des directives stipulées.



Himanshu Srivastava
Director, Business Advisory
himanshu.srivastava@asa.in



Léa Parmentier
French Desk
lea.parmentier@asa.in

[Lien vers les autres articles](#)

* Destiné à l'usage exclusif des clients et du personnel du cabinet